C A N A D A

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES LAURENTIDES

MUNICIPALITÉ DE LAC-TREMBLANT-NORD

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord, sous la présidence de la mairesse, Madame Kimberly Meyer, tenue le 12 juillet 2025, à 11 h 30 en présentielle et par visioconférence au 454 chemin de Lac-Tremblant-Nord, Lac-Tremblant-Nord, et à laquelle sont présents les membres suivants formant le quorum :

Madame Kimberly Meyer, mairesse

Conseillère: Madame Barbara McDonald
Conseillers : Monsieur Peter Richardson
Monsieur Philippe Couture
Monsieur Jean Cloutier
Monsieur Christian de Varennes
Monsieur Éric Lessard

Mme Stephanie Carriere, directrice générale et secrétaire-trésorière est présente.

Ouverture de la séance, constatation du quorum et mot d'ouverture de la mairesse de la municipalité à 11 h 32.

1. Résolution 2025-07-75 - Adoption de l'ordre du jour;

1. *Adoption de l'ordre du jour;*
2. *Période de questions orales des personnes présentes et spécifiques à l'ordre du jour à l'exception des points reliés à la correspondance;*
3. *Dépôt et adoption du procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 7 juin 2025 ;*
4. *Ratification des paiements exécutés par chèque;*
5. *Rapports du maire suppléant:*
 - *Lac-Tremblant-Nord;*
 - *Conseil des Maires de la MRC des Laurentides;*
 - *Mont-Tremblant;*
 - *Rapport des comités Agglo.*
6. *Proposition établissant les orientations du conseil sur les sujets qui doivent faire l'objet de délibérations lors de la prochaine séance du conseil de l'agglomération de Mont-Tremblant;*
7. *Règlements :*
 - 7.1 *Adoption du règlement n° 2025-03 modifiant le règlement n° 2021-01 relatif au plan d'urbanisme*
8. *Résolutions :*
 - 8.1 *Modification de la date de la séance du conseil du mois d'octobre 2025*

- 8.2 *Signature de convention de lavage de bateau*
 - 8.3 *Autorisation de déposer une demande d'aide financière au fonds de défense des intérêts des municipalité de la FQM*
 - 8.4 *Abolition des sous-catégories - taxation foncière*
 - 8.5 *Autorisation pour la création et la signature de la fiducie d'utilité sociale (FUS)*
 - 8.6 *Adhésion au regroupement de l'union des municipalités du Québec (UMQ) via la MRC des Laurentides afin de procéder à des soumissions et à l'octroi de contrat en matière de gestion des matières résiduelles*
 - 8.7 *Autorisation pour la signature d'offre de services pour Étude hydraulique, conception, plans et devis pour le projet de remplacement du ponceau sur le chemin Thomas-Robert Municipalité de Lac-Tremblant-Nord*
 - 9. *Rapport des comités :*
 - 9.1 *Comité des finances et administration :*
 - 9.1.1 *États des revenus et des dépenses pour la période se terminant 30 juin 2025.*
 - 9.2 *Comité consultatif en urbanisme :*
 - 9.2.1 *Dépôt du procès-verbal du 26 mai 2025*
 - 9.2.2 *Demande DPCOL250024; demande de certificat d'autorisation pour construction d'une construction accessoire (véranda trois-saisons), matricule 1721-93-4726-0-000-0000, lot 5 011 404 du cadastre du Québec;*
 - 9.2.3 *Demande DPREL250021; demande de certification d'autorisation pour travaux de rénovation extérieure de deux (2) bâtiments principaux et un (1) bâtiment accessoire (peinture), matricule 1522-04-1048-0-000-0000, lot 5 011 153 du cadastre du Québec;*
 - 9.2.4 *Demande DPCOL250001 (modification impact visuel proposé et transformation d'une construction accessoire en salon), demande de permis pour une construction neuve, matricule 1621-91-2055, lot 5 011 313 du cadastre du Québec;*
 - 9.2.5 *Demande DPPIL250005 (modification impact visuel proposé), demande de certificat d'autorisation pour une construction accessoire (piscine creusée), matricule 1621-91-2055, lot 5 011 313 du cadastre du Québec;*
 - 9.2.6 *Demande DPDRL250029, demande de dérogation mineure pour un empiètement dans la marge latérale d'une partie du bâtiment principal et d'une véranda 3 saisons, matricule 1626-62-6514, lot 5 011 343 du cadastre du Québec;*
 - 9.2.7 *Demande DPCOL240056, (modification impact visuel proposé), demande de permis pour une construction neuve, matricule 1626-62-6514, lot 5 011 343 du cadastre du Québec;*
 - 9.2.8 *Demande DPCOL250007; demande de permis pour construction d'un bâtiment principal, matricule 1427-69-1052-0-001-0001, lot 6 219 785 du cadastre du Québec;*
 - 9.2.9 *Demande DPDRL250019; demande de dérogation mineure, matricule 1626-08-6624-0-000-0000, lot 5 011 351 du cadastre du Québec;*
 - 10. *Acceptation de correspondance;*
 - 11. *Affaires nouvelles;*
 - 12. *Période d'intervention des membres du conseil;*
 - 13. *Deuxième période de questions;*
 - 14. *Clôture et levée de la séance.*
-

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame la conseillère Barbara McDonald

ET RÉSOLU :

D'ADOPTER l'ordre du jour proposé avec dispense de lecture.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

2. Période de questions orales des personnes présentes et spécifiques à l'ordre du jour à l'exception des points reliés à la correspondance.

3. Résolution 2025-07-76 - Séance ordinaire du 7 juin 2025

PRENANT ACTE QU'une copie des procès-verbaux ont été remis à chacun des conseillers au moins 24 heures avant la présente réunion, conformément à la Loi.

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Philippe Couture

ET RÉSOLU :

D'ADOPTER le procès-verbal de la séance ordinaire du 7 juin 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

4. Résolution 2025-07-77 - Ratification du journal de décaissement

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Jean Cloutier

ET RÉSOLU :

DE RATIFIER le journal de décaissements pour la période du 1^{er} juin au 30 juin 2025 et d'approuver et de confirmer les déboursés effectués pendant cette même période pour une somme totale de 134 540,11 \$.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

5. Rapports de la mairesse:

- a. Lac-Tremblant-Nord;
- b. Conseil des Maires de la MRC des Laurentides;
- c. Ville de Mont-Tremblant; et
- d. Rapport des comités Agglo.

6. Résolution 2025-07-78 - Proposition établissant les orientations du conseil sur les sujets qui doivent faire l'objet de délibérations au conseil de l'agglomération de Mont-Tremblant

CONSIDÉRANT l'exposé de la mairesse sur les sujets inscrits à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil d'agglomération de la Ville de Mont-Tremblant et la position qu'elle entend prendre sur chacun de ces sujets, conformément à l'article 61, 2^e alinéa de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations L. Q. c.29*;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Peter Richardson

ET RÉSOLU :

DE MANDATER la Mairesse ou le maire suppléant à prendre toutes les décisions qu'elle jugera appropriées sur les sujets énumérés à l'ordre du jour de la séance du conseil d'agglomération du 14 juillet 2025 déposé par la Mairesse séance tenante, en se basant sur l'information présentée lors de la présente séance et ce, dans le meilleur intérêt de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord et de ses citoyens.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

7. Règlements :

7.1 Résolution 2025-07-79 - Adoption du règlement n° 2025-03 modifiant le règlement n° 2021-01 relatif au plan d'urbanisme

CONSIDÉRANT QU'UN avis de motion a été régulièrement donné lors de la séance du 7 juin 2025;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement a été déposé et adopté lors de cette même séance;

CONSIDÉRANT la consultation publique tenue le 12 juillet 2025;

CONSIDÉRANT QU'une copie du présent règlement a été transmise à tous les membres du conseil municipal avant ce jour, une dispense de lecture est accordée;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame la conseillère Barbara McDonald

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ que le règlement soit adopté.

8.Administration

8.1 Résolution 2025-07-80 - Modification de la date de la séance du conseil du mois d'octobre 2025

CONSIDÉRANT l'article 148 du *Code municipal du Québec*, RLRQ c. C-27.1, qui prévoit que le conseil municipal doit tenir une séance ordinaire au moins une fois par mois;

CONSIDÉRANT la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, RLRQ c. E-2.2, prévoit que la date d'un scrutin municipal est le premier dimanche de novembre, ce qui correspond au dimanche 2 novembre 2025;

CONSIDÉRANT que selon cette même loi à son article 314.2 le conseil ne peut siéger, à moins de force majeure, à compter de 16h30, le trentième jour précédant celui fixé pour le scrutin d'une élection général, soit avant 16h30 le 3 octobre 2025.

CONSIDÉRANT que l'agenda municipal adopté par le conseil indique que la séance aura eu lieu le 27 septembre 2025 et il y a lieu à la modifier;

CONSIDÉRANT l'opinion des juristes de la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM);

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Christian de Varennes

ET RÉSOLU :

DE TENIR la séance du conseil du mois d'octobre le jeudi 2 octobre 2025 à 18 h.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

8.2 Résolution 2025-07 -81 - Signature de convention de lavage de bateau

CONSIDÉRANT les services de nettoyage de bateau offert par PLTN

CONSIDÉRANT que la municipalité est propriétaire de la station de lavage, construite en 2018;

CONSIDÉRANT l'importance d'encadrer les services de lavage de bateau par PLTN;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Peter Richardson

ET RÉSOLU :

D'AUTORISER Stephanie Carriere, directrice générale et greffière-trésorière de signer l'entente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

8.3 Résolution 2025-07-82 - Autorisation de déposer une demande d'aide financière au fonds de défense des intérêts des municipalité de la FQM

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Lac-Tremblant-Nord est un membre régulier de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et paie une cotisation au Fonds de défense depuis au moins un an;

CONSIDÉRANT QUE André Teasdale et al. sont les demandeurs dans le dossier de la cour 700-17-012017-157 à la cour Supérieure dans le district de Terrebonne;

CONSIDÉRANT QUE Bernard Loranger et al., la municipalité de Lac-Tremblant-Nord, la ville de Mont-Tremblant et la MRC des Laurentides sont les défendeurs dans cette même cause;

CONSIDÉRANT que le demandeur demande à la cour de déclarer son terrain enclavé en vertu de l'article 997 du code civil du Québec, et ainsi forcer les défendeurs Loranger et al. de lui laisser un droit de passage sur leurs terrains pour que le demandeur puisse accéder à son terrain par voie terrestre;

CONSIDÉRANT QUE Le demandeur demande aussi l'inopposabilité de certains règlements de de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord, et certains règlements de la Ville de Mont-Tremblant et la MRC des Laurentides;

CONSIDÉRANT QUE la question en litige est d'intérêt collectif, et non pas de nature purement locale, et est suffisamment identifiée et précise;

CONSIDÉRANT QU'UN jugement en première instance dans le dossier de la cour 700-17-012017-157 à la cour Supérieure dans le district de Terrebonne a été rendu le 27 août 2024 en faveur du demandeur M. André Teasdale, et al. déclarant, entre autres, l'enclavement des terrains demandeurs et l'inopposabilité des règlements municipaux dans la mesure où ils sont incompatibles avec la construction du chemin projeté;

CONSIDÉRANT QU'UN mémoire des appelants a été déposé par les appelants et les mises-en-causes incidents le 27 février 2025, et que la municipalité a déposé un appel incident le 27 mars 2025 afin de faire valoir les droits de la municipalité et assurer le respect des règlements municipaux dans la mesure applicable, ainsi que les règlements provinciaux applicables;

CONSIDÉRANT QUE la question en litige n'a, à ce jour, jamais été soumise à un tribunal et conséquemment tout précédent est absent à cet égard;

CONSIDÉRANT QUE des procédures d'appel ont été initiées et un jugement définitif n'a pas encore été rendu au moment de la formulation de la présente demande.

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Philippe Couture

ET RÉSOLU :

D'AUTORISER Madame Stephanie Carriere, directrice générale et greffière-trésorière, à déposer, au nom de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord, une demande d'aide financière au Fonds de défense des intérêts des municipalités de la Fédération québécoise des municipalités et à signer tout document nécessaire à une telle demande.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

8.4 Résolution 2025-07-83 - Abolition de sous-catégories

CONSIDÉRANT le projet de loi 35 qui créant d'emblée des sous catégories de plus de 6 logements;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Peter Richardson

ET RÉSOLU :

DE DEMANDER D'ABOLIR la sous-catégorie et revient à une catégorie résiduelle pour le prochain dépôt du rôle 2025-2026-2027.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

8.5 Résolution 2025-07-84 - Autorisation pour la création et la signature de la fiducie d'utilité sociale (FUS)

CONSIDÉRANT QUE les changements climatiques et la crise de la biodiversité représentent une menace directe à la santé des écosystèmes et des collectivités;

CONSIDÉRANT QUE, en décembre 2022, le Québec a adhéré au nouveau Cadre mondial de la biodiversité de Kunming- Montréal, dont la cible phare vise à protéger 30 % des terres et des océans de la planète (cible 3) d'ici 2030;

CONSIDÉRANT QUE, afin d'atteindre cette nouvelle cible, les municipalités sont appelées à jouer un rôle stratégique de premier plan;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Lac-Tremblant-Nord s'inscrit dans ce mouvement et souhaite protéger l'intégrité écologique des milieux naturels, autant sur les terres publiques que sur les terres privées constituant son territoire;

CONSIDÉRANT QUE le territoire de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord est encore couvert par de grandes étendues de forêts majestueuses et présente des paysages constitués d'un mélange accidenté de montagnes et de vallées, de rivières sinueuses et de plusieurs lacs, l'ensemble de ces caractéristiques agissant comme moteur de la mise en valeur régionale;

CONSIDÉRANT QUE ce territoire largement boisé, legs des premiers colons du territoire qui ont su en conserver le caractère naturel, est susceptible, aujourd'hui, de subir de fortes pressions de développement qui s'exercent, encore et toujours, sur les milieux naturels;

CONSIDÉRANT QUE, de plus, le territoire de Lac-Tremblant-Nord jouxte, à plusieurs endroits, le territoire du Parc national du Mont-Tremblant et que, par conséquent, les espaces boisés et milieux naturels sur le territoire de la municipalité jouent un rôle tampon pour le territoire dudit parc national;

CONSIDÉRANT QUE la population de Lac-Tremblant-Nord est sensible à l'importance de protéger les milieux naturels présent sur le territoire et que cette sensibilité est partagée par le conseil municipal, notamment en raison des motifs et justifications ci-après mentionnés;

CONSIDÉRANT QUE, d'une part, les espaces boisés, de la friche arbustive à la forêt mature, remplissent plusieurs fonctions écologiques importantes, notamment en ce que :

- leur présence contribue au maintien de la biodiversité du territoire;
- ils servent de refuge et de milieu de vie à la faune;
- ils jouent un rôle important dans la régulation et la qualité de l'eau;
- ils participent au maintien de la nappe phréatique;
- ils limitent les impacts de l'érosion éolienne sur les terres arables;

CONSIDÉRANT QUE, de plus, les eaux de ruissellement provenant des espaces boisés sont de qualité supérieure et contribuent à diluer les eaux de surface contaminées par les activités humaines;

CONSIDÉRANT QUE la préservation et l'utilisation durable des espaces boisés constituent des éléments indispensables dans la gestion durable du milieu naturel et dans le développement intégré du territoire de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord;

CONSIDÉRANT QUE, d'autre part, les milieux humides remplissent plusieurs fonctions écologiques importantes, notamment en ce que :

- ils sont de véritables usines de filtration et d'épuration;
- ils captent les sédiments et réduisent les concentrations des éléments nutritifs (azote et phosphore), des pathogènes et des contaminants présents dans les plans d'eau;
- ils constituent d'importantes retenues d'eau capables de réguler les niveaux d'eau et de limiter les risques d'inondations et les dommages d'érosion causés par les crues;
- ils favorisent la libération d'eau pendant les périodes plus sèches;
- ils abritent plus de 50 % des plantes susceptibles d'être désignées comme étant menacées ou vulnérables;
- ils constituent un habitat pour de nombreuses espèces d'oiseaux, de mammifères, de reptiles, d'amphibiens ou de poissons;
- ils contribuent manifestement à la diversité biologique du territoire de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord;

CONSIDÉRANT QUE la préservation des milieux humides constitue un élément indispensable quant à la gestion durable des milieux naturels et d'un développement intégré du territoire de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord;

CONSIDÉRANT QUE, par ailleurs, les milieux naturels remplissent plusieurs fonctions paysagères et d'utilité sociale notamment en ce qu' :

- ils participent au maintien d'un cadre de vie de qualité;

- ils concourent à la rétention des citoyens dans leur milieu de vie et ils exercent un attrait pour de nouveaux citoyens cherchant à s'établir dans un cadre de vie de qualité;
- ils permettent l'accès à des espaces de détente et de récréation;

CONSIDÉRANT QU'au moment de constituer la présente fiducie d'utilité sociale, il y a peu de milieux naturels formellement protégés sur le territoire de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord et que la présente fiducie aura notamment pour vocation de protéger un nombre significatif de milieux naturels et de rendre ces espaces accessibles, notamment pour la population de Lac-Tremblant-Nord, comme autant d'espaces de détente et de récréation accessibles près de leur lieu de résidence;

CONSIDÉRANT QUE, aussi, l'importance de favoriser la protection de milieux naturels permettant de constituer des corridors écologiques, lesquels facilitent le déplacement des espèces fauniques et floristiques entre des réservoirs de biodiversité, ce qui favorisent le maintien de la biodiversité sur le territoire;

CONSIDÉRANT QUE le territoire de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord, largement sous couvert boisé et constitué de milieux naturels, représente un maillon important et stratégique du corridor écologique des Laurentides reliant notamment le Parc national du Mont-Tremblant, au nord, et le Parc national d'Oka, au sud;

CONSIDÉRANT QUE, également, la constitution de la présente fiducie permettre de protéger et mettre en valeur les paysages des Laurentides, notamment par la protection de points de vue exceptionnels qui seront rendus accessibles aux citoyens et usagers des sentiers;

CONSIDÉRANT QUE, par ailleurs, les enjeux de protection des milieux naturels dépassent les limites territoriales de la seule municipalité de Lac-Tremblant-Nord et qu'une protection efficiente des milieux naturels exige de travailler à l'échelle d'unités écosystémiques et physiographiques cohérentes;

CONSIDÉRANT QUE, en conséquence, la fiducie d'utilité sociale constituée aux termes des présentes pourrait être appelée à étendre son territoire d'intervention au-delà des limites territoriales de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord;

CONSIDÉRANT QU'il convient de procéder à la création d'une fiducie d'utilité sociale à des fins de conservation perpétuelle et de gestion durable des milieux naturels et de la doter de moyens financiers nécessaires et adéquats;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Lac-Tremblant-Nord est propriétaire d'immeubles qu'elle désire voir affectés à des fins de protection de l'environnement et de conservation perpétuelle sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE l'article 20 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1) prévoit que toute municipalité locale peut constituer une fiducie d'utilité sociale à des fins environnementales;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Lac-Tremblant-Nord, est disposée à procéder à la création d'une telle fiducie d'utilité sociale afin d'assurer la protection et la conservation de milieux naturels sur son territoire pour le bénéfice de sa population actuelle et des populations futures ;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Lac-Tremblant-Nord est également disposée à investir dès maintenant une somme d'argent aux fins de constituer partie du capital financier de la fiducie;

CONSIDÉRANT QUE, par ailleurs, la municipalité de Lac-Tremblant-Nord désire que la présente fiducie d'utilité sociale puisse se qualifier comme organisme de bienfaisance aux fins des dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^e suppl.));

CONSIDÉRANT QUE, également, la municipalité de Lac-Tremblant-Nord désire que la présente fiducie puisse être reconnue comme « bénéficiaire admissible » par les autorités fédérales et provinciales compétentes en ce qui concerne la réception de dons écologiques faits dans le cadre du *Programme des dons écologiques*;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Christian de Varennes

ET RÉSOLU :

D'AUTORISER la mairesse Mme Kimberley Meyer et la directrice générale Mme Stéphanie Carrière de signer l'acte de fiducie d'utilité sociale au nom de la municipalité de Lac-Tremblant-Nord comme constituante de la fiducie;

D'AUTORISER La mairesse Mme Kimberley Meyer, la directrice générale Mme Stéphanie Carrière et madame la conseillère Barbara McDonald d'être fiduciaires de la fiducie d'utilité sociale.

8.6 Résolution 2025-07-85 - Adhésion au regroupement de l'union des municipalités du Québec (UMQ) via la MRC des Laurentides afin de procéder à des soumissions et à l'octroi de contrat en matière de gestion des matières résiduelles

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord a compétence en matière de collecte et transport des matières résiduelles sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE la MRC des Laurentides a reçu une proposition de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) afin de préparer, en son nom et au nom d'autres organisations municipales intéressées, les documents d'appel d'offres requis pour un achat regroupé de mini-bacs de cuisine, de pièces de rechange et de bacs roulants pour la collecte des matières résiduelles;

CONSIDÉRANT QUE ce regroupement d'achat est applicable pour l'exercice financier 2026;

CONSIDÉRANT les dispositions prévues aux articles 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19) et 14.7.1 du *Code municipal du Québec* (chapitre C-27.1);

CONSIDÉRANT QU'il est dans l'intérêt de la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord par l'entremise de la MRC des Laurentides, de participer à cet achat regroupé;

CONSIDÉRANT QUE le processus contractuel est assujéti au *Règlement 26 sur la gestion contractuelle de l'Union des municipalités du Québec pour ses ententes de regroupement*;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Philippe Couture

ET RÉSOLU :

QUE la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord informe la MRC des Laurentides de son intention de participer et d'adhérer, par son entremise, au regroupement de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) visant l'achat de mini-bacs de cuisine, de pièces de rechange et de bacs roulants de 240 et 360 litres pour la collecte des matières résiduelles;

QUE la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord s'engage à fournir, dans les délais fixés, à la MRC des Laurentides ou à l'UMQ, le cas échéant, toute information requise dans le cadre de la préparation et la mise en œuvre des appels d'offres, dont la liste représentant le plus fidèlement ses besoins réels anticipés ainsi que les fiches techniques d'inscription demandées par l'UMQ;

QUE si l'UMQ adjuge un contrat, la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord s'engage à respecter les termes de ce contrat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur;

QUE si l'UMQ adjuge un contrat, la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord s'engage à procéder à l'achat des produits qu'elle a inscrit, selon les quantités minimales déterminées et autres conditions contractuelles;

QUE Stephanie Carriere soit autorisée à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document utile à la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

8.7 Résolution 2025-07-86 - Modification de la Politique de municipalisation des chemins privés conformes

CONSIDÉRANT la politique de municipalisation des chemins privés conformes;

CONSIDÉRANT la volonté de modifier la section 3, pour remplacer 'tous' par 'deux-tiers' des demandeurs;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Christian de Varennes

ET RÉSOLU :

DE PROCÉDER à la modification de la Politique de municipalisation des chemins privés conformes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

9.Rapport des comités

9.1 **Comité des finances et administration : états des revenus et des dépenses pour la période se terminant le 30 juin 2025**

9.2 **Comité consultatif en urbanisme :**

9.2.1 Dépôt du procès-verbal de la séance du 26 mai 2025

9.2.2 **Résolution 2025-07-87 - Demande DPCOL250024; demande de certificat d'autorisation pour construction d'une construction accessoire (véranda trois-saisons), matricule 1721-93-4726-0-000-0000, lot 5 011 404 du cadastre du Québec;**

CONSIDÉRANT le dépôt d'une demande de certificat d'autorisation pour construction d'une construction accessoire;

CONSIDÉRANT l'examen de cette demande par les membres du comité consultatif en urbanisme selon tous les objectifs critères établis au règlement sur les PIIA ;

CONSIDÉRANT l'examen de la demande par la directrice de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT l'objectif et les critères relatifs à l'implantation des bâtiments, constructions et à l'aménagement des terrains ;

CONSIDÉRANT que la nouvelle véranda sera située sur un balcon existant et ne nécessite aucune modification du terrain ;

CONSIDÉRANT la volumétrie et la largeur totale du bâtiment proposé en incluant la véranda ;
CONSIDÉRANT la recommandation du CCU;

IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur le conseiller Peter Richardson

ET RÉSOLU :

D'APPROUVER la demande de certificat d'autorisation pour la construction d'une véranda trois-saisons, les documents fournis en support à la demande dont les plans de construction préparé par Zytco Solarium et signé par Gabriel Boisvert, T.P. ainsi que le plan de localisation 39758, minute 10397 et signé par Dany Maltais, A.-G.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

9.2.3 Résolution 2025-07-88 - Demande DPREL250021; demande de certification d'autorisation pour travaux de rénovation extérieure de deux (2) bâtiments principaux et un (1) bâtiment accessoire (peinture), matricule 1522-04-1048-0-000-0000, lot 5 011 153 du cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT le dépôt d'une demande de certificat d'autorisation pour travaux de rénovation extérieure;

CONSIDÉRANT l'examen de cette demande par les membres du comité consultatif en urbanisme selon tous les objectifs critères établis au règlement sur les PIIA ;

CONSIDÉRANT l'examen de la demande par la directrice de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que l'objectif général du PIIA est de privilégier des interventions qui contribuent à conserver le caractère distinct et naturel de Lac-Tremblant-Nord, qui s'intègrent aux paysages panoramiques, qui s'adaptent à l'environnement naturel et qui ont pour but de réduire au maximum l'impact visuel du cadre bâti ;

CONSIDÉRANT la recommandation du CCU ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Philippe Couture

ET RÉSOLU :

D'APPROUVER la demande de certificat d'autorisation pour les travaux de rénovation extérieure des deux (2) bâtiments principaux et un (1) bâtiment accessoire ainsi que les documents fournis en support à la demande.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

9.2.4 Résolution 2025-07-89 - Demande DPCOL250001; Demande de modification pour impact visuel proposé et transformation d'une construction accessoire en salon, demande de permis pour une construction neuve, matricule 1621-91-2055, lot 5 011 313 du cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT le dépôt d'une demande de modification du permis pour construction d'un bâtiment principal et les modifications apportées au Plans d'implantation et d'intégration architecturale déjà approuvés ;

CONSIDÉRANT l'examen de cette demande par les membres du comité consultatif en urbanisme selon tous les objectifs critères établis au règlement sur les PIIA ;

CONSIDÉRANT l'examen de la demande par la directrice de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que l'objectif général du PIIA est de privilégier des interventions qui contribuent à conserver le caractère distinct et naturel de Lac-Tremblant-Nord, qui s'intègrent aux paysages panoramiques, qui s'adaptent à l'environnement naturel et qui ont pour but de réduire au maximum l'impact visuel du cadre bâti ;

CONSIDÉRANT l'objectif et les critères relatifs à l'implantation des bâtiments, constructions et à l'aménagement des terrains ;

CONSIDÉRANT que le bâtiment ou la construction doit être est implanté de façon à s'harmoniser avec son environnement naturel de manière à minimiser les modifications de la topographie ;

CONSIDÉRANT la proposition de reboisement soumis et les documents supplémentaires reçu en date du 20 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT la recommandation du CCU;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Eric Lessard

D'APPROUVER la demande de modification au Plans d'implantation et d'intégration architecturale et les documents soumis ainsi que les plans de construction modifiés en date du 11 avril 2025 et le nouveau plan d'implantation signé par Gabriel Lapointe, A-G. en date du 19 juin 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

9.2.5 Résolution 2025-07-90 - Demande DPPIL250005 pour la modification de l'impact visuel proposé, certificat d'autorisation pour une construction accessoire (piscine creusée), matricule 1621-91-2055, lot 5 011 313 du cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT le dépôt d'une demande de permis pour construction d'une construction accessoire et les modifications apportées au Plans d'implantation et d'intégration architecturale déjà approuvés ;

CONSIDÉRANT l'examen de cette demande par les membres du comité consultatif en urbanisme selon tous les objectifs critères établis au règlement sur les PIIA ;

CONSIDÉRANT l'examen de la demande par la directrice de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que l'objectif général du PIIA est de privilégier des interventions qui contribuent à conserver le caractère distinct et naturel de Lac-Tremblant-Nord, qui s'intègrent aux paysages panoramiques, qui s'adaptent à l'environnement naturel et qui ont pour but de réduire au maximum l'impact visuel du cadre bâti ;

CONSIDÉRANT l'objectif et les critères relatifs à l'implantation des bâtiments, constructions et à l'aménagement des terrains ;

CONSIDÉRANT que le bâtiment ou la construction doit être implanté de façon à s'harmoniser avec son environnement naturel de manière à minimiser les modifications de la topographie ;

CONSIDÉRANT la proposition de reboisement soumis et les documents supplémentaires reçus en date du 20 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT la recommandation du CCU;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame la conseillère Barbara McDonald

D'APPROUVER la demande de modification au Plans d'implantation et d'intégration architecturale et les documents soumis ainsi que le nouveau plan d'implantation signé par Gabriel Lapointe, A-G. en date du 19 juin 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

9.2.6 Résolution 2025-07-91 - Demande DPDRL250029, demande de dérogation mineure pour un empiètement dans la marge latérale d'une partie du bâtiment principal et d'une véranda 3 saisons, matricule 1626-62-6514, lot 5 011 343 du cadastre du Québec;

****M. Peter Richardson se retire du vote citant un conflit d'intérêt****

CONSIDÉRANT le dépôt d'une demande de dérogation mineure pour un empiètement dans la marge latérale droite de 2,59 mètres pour le bâtiment principal, de 6,79 mètres pour la véranda trois (3) saisons et de 7,56 mètres pour la galerie et des documents produits ;

CONSIDÉRANT que la nature et effet de la demande est d'autoriser la construction d'un bâtiment principal à 27,41 mètres de la limite latérale gauche alors que la marge latérale est de 30m ;

CONSIDÉRANT que la nature et effet de la demande est d'autoriser la construction d'une véranda trois (3) saisons à 23,21 mètres de la limite latérale gauche alors que la marge latérale est de 30m ;

CONSIDÉRANT que la nature et effet de la demande est d'autoriser la construction d'une galerie à 22,44 mètres de la limite latérale gauche alors que la marge latérale est de 30m et que la réglementation prévoit un empiètement maximal de 3,6 mètres ;

CONSIDÉRANT l'examen de la demande par la directrice de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que selon les grilles et usages du règlement de zonage n° 2021-02 indiquent une distance d'une marge latérale de 30 mètres ;

CONSIDÉRANT les critères d'évaluation d'une demande de dérogation ;

CONSIDÉRANT que le refus d'accorder cette dérogation mineure risque de causer un préjudice au demandeur en raison des contraintes naturelles à respecter qui occasionnaient un déboisement supplémentaire ;

CONSIDÉRANT que la résidence qui a été démolie était situé entièrement dans la marge et empiétait davantage que les nouveaux empiètements demandés.

CONSIDÉRANT que le fait d'accorder la demande de dérogation mineure ne cause pas de préjudice sérieux aux propriétés voisines concernées par cette demande ;

CONSIDÉRANT la recommandation du CCU;

IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur le conseiller Jean Cloutier

ET RÉSOLU :

D'APPROUVER la demande de dérogation mineure en autorisant les empiètements tel que proposé sur le plan d'implantation 4930, minute 38968 signé par Gabriel Lapointe, A.-G. et modifié le 18 juin 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

9.2.7 Résolution 2025-07-92 - Demande DPCOL240056, (modification impact visuel proposé), demande de permis pour une construction neuve, matricule 1626-62-6514, lot 5 011 343 du cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT le dépôt d'une demande de modification du permis de construction du bâtiment principal et les modifications apportées au Plans d'implantation et d'intégration architecturale déjà approuvés ;

CONSIDÉRANT l'examen de cette demande par les membres du comité consultatif en urbanisme selon tous les objectifs critères établis au règlement sur les PIIA ;

CONSIDÉRANT l'examen de la demande par la directrice de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que l'objectif général du PIIA est de privilégier des interventions qui contribuent à conserver le caractère distinct et naturel de Lac-Tremblant-Nord, qui s'intègrent aux paysages panoramiques, qui s'adaptent à l'environnement naturel et qui ont pour but de réduire au maximum l'impact visuel du cadre bâti ;

CONSIDÉRANT l'objectif et les critères relatifs à l'implantation des bâtiments, constructions et à l'aménagement des terrains ;

CONSIDÉRANT que le bâtiment ou la construction doit être implanté de façon à s'harmoniser avec son environnement naturel de manière à minimiser les modifications de la topographie ;

CONSIDÉRANT que le plan de reboisement soumis sera ajusté en fonction de la nouvelle implantation sans réduire le nombre de végétaux et de plantation proposé ;

CONSIDÉRANT la recommandation du CCU;

IL EST PROPOSÉ PAR: Madame la conseillère Barbara McDonald

D'APPROUVER la demande de modification au Plans d'implantation et d'intégration architecturale, les documents soumis ainsi que le nouveau plan d'implantation 4930, minute 38968 signé par Gabriel Lapointe, A.-G. et modifié le 18 juin 2025.

CONDITIONNELLEMENT à l'octroi d'une dérogation mineure, qui a été accordé séance tenante.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

9.2.8 Résolution 2025-07-93 - Demande DPCOL250007; demande de permis pour construction d'un bâtiment principal, matricule 1427-69-1052-0-001-0001, lot 6 219 785 du cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT le dépôt d'une demande de permis pour construction neuve et des documents produits ;

CONSIDÉRANT l'examen de cette demande par les membres du comité consultatif en urbanisme selon tous les objectifs critères établis au règlement sur les PIIA ;

CONSIDÉRANT l'examen de la demande par la directrice de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT l'avis préliminaire rendu dans la résolution C.C.U. 2025-03-17 et la résolution de suspension C.C.U. 2025-05-27 ;

CONSIDÉRANT que l'objectif général du PIIA est de privilégier des interventions qui contribuent à conserver le caractère distinct et naturel de Lac-Tremblant-Nord, qui s'intègrent aux paysages panoramiques, qui s'adaptent à l'environnement naturel et qui ont pour but de réduire au maximum l'impact visuel du cadre bâti ;

CONSIDÉRANT la volumétrie et la largeur totale du bâtiment proposé en incluant la véranda ;

CONSIDÉRANT le nivellement et remplissage de terrain prévue pour atteindre l'élévation

projeté du bâtiment ;

CONSIDÉRANT l'objectif 3.2.2 et les critères relatifs à l'implantation des bâtiments, constructions et à l'aménagement des terrains ;

CONSIDÉRANT que le bâtiment présenté est en entier dans le remblai proposé ;

CONSIDÉRANT que le bâtiment ou la construction doit être implanté de façon à s'harmoniser avec son environnement naturel de manière à minimiser les modifications de la topographie ;

CONSIDÉRANT la recommandation du CCU;

IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur le conseiller Jean Cloutier

D'APPROUVER la demande de construction du bâtiment principal, sous les conditions suivantes :

QUE l'espace à conserver à l'état naturel identifié sur le plan d'implantation 39440, minute 6141 daté du 7 mai 2025 et signé par Gabriel Lapointe, A-G. soit protégé à l'aide de clôture de chantier avant le début des travaux afin d'éviter tout empiètement dans l'espace naturel à conserver proposé;

QUE l'émission du permis de construction soit conditionnelle à l'approbation de la demande DCPAL250012 pour l'entrée véhiculaire qui doit obligatoirement faire l'objet d'une recommandation du CCU; et

QUE l'élévation finale du rez-de-chaussée et du remblai soit abaissée de 300 mm supplémentaire tel que proposé dans la lettre du 10 juillet 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

9.2.9 Résolution 2025-07-94 - Demande DPDL250019; demande de dérogation mineure, matricule 1626-08-6624-0-000-0000, lot 5 011 351 du cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT le dépôt d'une demande de dérogation mineure pour un empiètement dans la marge latérale droite de 3,17 mètres et de 9,5 mètres dans la marge latérale gauche pour le bâtiment principal ;

CONSIDÉRANT que la nature et effet de la demande est d'autoriser la construction d'un bâtiment principal à 26,83 mètres de la limite latérale droite et à 20,50 mètres de la marge latérale gauche ;

CONSIDÉRANT l'examen de la demande par la directrice de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que selon les grilles et usages du règlement de zonage n° 2021-02 indiquent

une distance d'une marge latérale de 30 mètres ;

CONSIDÉRANT les critères d'évaluation d'une demande de dérogation ;

CONSIDÉRANT que le refus d'accorder cette dérogation mineure risque de causer un préjudice au demandeur ;

CONSIDÉRANT que le fait d'accorder la demande de dérogation mineure ne cause pas de préjudice sérieux aux propriétés voisines concernées par cette demande ;

CONSIDÉRANT la recommandation du CCU;

IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur le conseiller Jean Cloutier

ET RÉSOLU :

D'APPROUVER la demande de dérogation mineure en autorisant les empiètements tel que proposé sur le plan d'implantation 25-047, minute 19 831 signé par Denis Robidoux, A.-G., et ce, sous la condition suivante :

1. Qu'un plan de reboisement soit soumis au CCU, qui devrait inclure des arbres résineux d'un calibre de 1,5 m de hauteur lors de la plantation, et inclure les trois strates, afin de créer un écran végétal et ce, concernant les deux propriétés ayant frontage sur le lac affecté par la dérogation mineure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

10. Acceptation de correspondance :

11. Affaires nouvelles :

12. Période d'intervention des membres du conseil :

13. Période de questions :

14. Résolution 2025-07-95 - Clôture et levée de la séance

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Jean Cloutier

ET RÉSOLU :

QUE la séance soit levée à 12 h

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

Kimberly Meyer
Mairesse

Stephanie Carriere
Directrice générale et secrétaire-trésorière